

SOCIAL- DÉMOCRATIE ET SÉCURITÉ

Les leçons de l'élection municipale de Vienne

Par Robert Misik
Décembre 2020

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG

Le SPÖ¹, le Parti social-démocrate d'Autriche, a remporté les élections municipales à Vienne avec un beau résultat totalisant près de 42 % des suffrages. D'après les analyses des comportements électoraux, les sociaux-démocrates ont même attiré 32 000 anciens électeurs du parti nationaliste FPÖ², et ce en particulier dans les quartiers périphériques de la ville, dans les logements sociaux³ et dans les zones résidentielles autrefois à tendance ouvrière. L'élection a eu lieu dans un contexte marqué par deux éléments majeurs : l'épidémie de coronavirus d'une part, faisant du besoin de sécurité l'émotion politique la plus importante ; l'effondrement du FPÖ d'autre part, qui eut pour effet d'ouvrir un boulevard aux autres partis.

D'une manière générale, le score victorieux du parti social-démocrate s'explique par un transfert de voix de certains électeurs en sa faveur : alors qu'il a perdu la confiance d'un certain nombre d'électeurs de gauche – jeunes, citadins et dynamiques –, le SPÖ a su dans le même temps ramener dans son giron une petite partie des électeurs du FPÖ (32 000 électeurs sur un total de 250 000). De quoi se réjouir, sans faire montre de triomphalisme toutefois. Il faut maintenant garder la confiance de ces électeurs issus du FPÖ, ces hommes et ces femmes « normaux » vivant dans les quartiers périphériques de Vienne, soucieux de leur sécurité et attachés à une certaine forme de stabilité. Car, oui, l'objectif de la social-démocratie devrait bien évidemment être de récupérer encore davantage d'électeurs au sein de ce segment de la population, sans pour autant perdre de terrain auprès de la vaste catégorie électorale en expansion que représentent les nouvelles classes moyennes.

D'autres raisons que la campagne électorale parfaite qu'ils ont réalisée expliquent le succès des sociaux-démocrates à Vienne. Le SPÖ est resté, y compris à l'époque du néolibé-

ralisme, un parti urbain de gauche, défendant un secteur public fort et incarnant le bien commun contre l'idéologie de marché. En dépit de toutes les critiques qu'on peut lui adresser, le SPÖ est ce « parti du collectif » qui n'a pas à rougir de ce qu'il est.

A l'évidence, le crédit de cette victoire revient également à la tête de liste, le maire sortant Michael Ludwig. Ce dernier incarne ce « type normal » dont on peut dire qu'il n'est pas déconnecté du réel et passe pour « l'un des nôtres » lorsqu'il se rend dans les quartiers périphériques, dans les logements sociaux ou la banlieue de Vienne. Tout chez cet homme, dont émane une force rassurante, donne l'impression de quelqu'un de réservé et de prudent ; raison pour laquelle il n'effraie personne.

Si l'on devait interroger l'électeur moyen du FPÖ ou celui des Verts, qu'il soit hipster ultra-citadin ou électeur au mode de vie plutôt conservateur, tous tomberaient spontanément d'accord pour dire de Michael Ludwig qu'il est au minimum « un type bien, tout à fait acceptable ». Michael Ludwig représente en quelque sorte le contraire de toute forme de polarisation. Ceci est utile d'une manière générale, et tout particulièrement dans la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Mais c'est surtout le besoin de sécurité des citoyens que Michael Ludwig a su incarner. Si ce besoin de sécurité constitue l'une des émotions politiques les plus importantes, elle reste souvent sous-estimée, en particulier au sein de la gauche. Rien d'étonnant à cela : la gauche veut changer la société, elle s'est toujours considérée dans son histoire comme un parti du progrès. Parfois révolutionnaire, elle s'est toujours vue comme porteuse d'un projet de transformation.

Faire bouger les lignes, moderniser, changer le monde et le rendre meilleur sont autant d'objectifs vers lesquels la gauche se sent portée, et ce davantage que vers ce sentiment plus conservateur de protection et de sécurité. Dans le même temps, c'est en sécurisant le quotidien des per-

1 Sozialdemokratische Partei Österreichs.

2 Parti de la liberté d'Autriche ou Parti libéral autrichien (Freiheitliche Partei Österreichs).

3 Les « Gemeindebauten » sont des logements sociaux érigés à partir des années 1920 à Vienne par la municipalité sociale-démocrate.

sonnes modestes – ou, pourrait-on dire, des « gens normaux » – que la gauche est devenue une véritable force politique. Sécurité au travail, protection contre le licenciement, protection face aux injustices de la vie (chômage, maladie), Etat-providence, logements sociaux et services publics sont autant d'avancées qui ont permis d'amortir les risques subis dans une société de la concurrence et d'atténuer les incertitudes liées tout simplement à la vie elle-même.

L'histoire nous met face à une dialectique de la sécurité et de la modernisation dont les formes d'apparition sont multiples. Les individus sont prêts à accepter le changement et les risques de la société, voire à s'en féliciter dès lors qu'ils se sentent en sécurité. Inversement, ils se raccrochent au cadre existant lorsque ce sentiment de sécurité leur fait défaut. L'idéal d'un monde plus libre et plus divers devient tangible dès lors que les individus sont libérés des soucis personnels qui pèsent sur eux.

A l'évidence, l'année 2020 et cette élection sont marquées par un besoin de sécurité. La pandémie de coronavirus est perçue comme une menace sanitaire tandis que la crise économique entraîne chômage et dépression économique à long terme. Personne ne veut se hasarder à tenter des expériences dans un telle période. Que l'on se rappelle : il y a trois ans, le chancelier autrichien Sebastian Kurz affichait son slogan de campagne « l'heure du renouvellement » et tirait profit de la conjoncture en affirmant « que quelque chose devait changer ». Il serait parfaitement absurde aujourd'hui de brandir de tels slogans.

Dans ce contexte, les résultats et la campagne électorale des sociaux-démocrates lors de l'élection municipale viennoise ont une résonance qui dépasse les frontières géographiques de la ville. On peut reconnaître aisément dans ce succès électoral un modèle que les sociaux-démocrates devraient suivre pour retrouver dans un futur proche le chemin de la victoire. A ce titre, l'irruption du coronavirus et ses conséquences mettent en lumière des tendances déjà à l'œuvre avant l'épidémie, mais qui n'avaient peut-être pas toujours été suffisamment prises en compte.

Dans les circonstances actuelles, les sociaux-démocrates ne pourront gagner qu'à la condition de reprendre à leur compte ce besoin de sécurité. Nous vivons dans une « société de la peur » – pour reprendre le titre d'un ouvrage du sociologue Heinz Bude – au sein de laquelle l'insécurité et la précarité occupent maintenant une place centrale dans l'existence de nombreux individus et s'y développent de manière endémique.

Cette insécurité ne gagne pas seulement les personnes en situation de précarité. Celles-ci sont bien sûr en première ligne concernées, mais ce sentiment d'insécurité gagne aussi des catégories de personnes beaucoup plus larges. Depuis trente ans, les classes laborieuses font l'expérience d'un ascenseur social en panne, et pire, d'une mutation à la fois économique et sociétale fragilisant de plus en plus le cours de leur existence. Les loyers augmentent. Les personnes ayant un « boulot apparemment sûr » sont bien

conscientes que rien n'est moins sûr dans cette époque de mutation permanente.

Nous vivons dans une société où tout est à « durée déterminée », des contrats de travail aux contrats locatifs. Nous vivons dans un monde où le sol se dérobe en permanence sous nos pieds. Les réseaux de solidarité volent en éclats au sein des quartiers. Les relations de travail dans les entreprises, – caractérisées par un ordre moral et social – se délitent elles aussi, dès lors qu'il ne fait plus de doute pour personne que l'année prochaine, seuls quinze collègues resteront en poste sur les vingt que le service compte aujourd'hui.

Les sociaux-démocrates ont accompli une mission fantastique en hissant les classes laborieuses à un certain niveau de vie, mais ils n'ont pas pu leur donner le sentiment que ce niveau de vie était assuré. La peur est entrée dans l'existence des individus et rien ne saurait l'en faire partir. Le déclassement est devenu réalité, et, quand il n'a pas été vécu, c'est son spectre qui s'y est propagé. Les classes laborieuses ont alors adopté cette attitude fondamentale dont d'innombrables études font état partout dans le monde occidental : « Je ne me préoccupe guère plus que de moi-même ». L'historien Lutz Raphael, spécialiste d'histoire économique, parle d'une « attitude fataliste ». Selon lui, cette dernière s'est propagée dans le contexte de mutation des dernières décennies. Dans le même temps, les individus ont le sentiment que le temps est venu de davantage faire preuve de solidarité.

La politologue Albenaz Azmanova de l'Université du Kent a récemment publié un ouvrage consacré à la thématique « du précarité capitaliste ». Dans cet ouvrage, la chercheuse décrit le besoin de sécurité comme l'émotion politique essentielle. De quoi à ses yeux expliquer la raison pour laquelle la critique habituelle formulée par la gauche vis-à-vis du capitalisme – notamment sur la question des inégalités – ne fait pas vraiment d'émules.

Le problème principal, tel qu'il est ressenti par les individus, ne tient pas au fait que tel habitant d'un quartier riche est trois cents fois plus riche qu'eux. Leur préoccupation est plutôt de savoir si leur propre niveau de vie augmente, stagne ou recule, et si leurs conditions d'existence sont assurées. Pour les gens, le fait d'avoir une vie épanouie est bien plus important que de s'interroger sur la différence entre leurs conditions d'existence matérielles et celle des autres – il n'est pour autant pas remis en question le fait que ces deux aspects sont liés, quoique de façon très indirecte.

Albenaz Azmanova en a conclu que cette situation rebattait entièrement les cartes de la « géographie politique ». Le clivage gauche-droite se voit complètement occulté par un clivage « avantages-risques » que l'on pourrait également qualifier de clivage « sécurité-insécurité ». Selon cette nouvelle lecture de la « géographie politique », les courants politiques qui relèvent de ce que l'on appelle communément la droite populiste expriment dans leur discours la peur de

l'insécurité et plus précisément le besoin de sécurité. De l'autre côté de l'échiquier politique, « une nouvelle alliance des forces sociales se forme autour du pôle « risques » ou « insécurité », écrit ainsi Albena Azmanova.

Or l'agenda social de la gauche entre en contradiction avec son agenda internationaliste et cosmopolite, mais aussi avec sa promesse de progrès et de changement empreinte de modernisme. « Une situation d'insécurité économique généralisée déclenche des réflexes conservateurs, conduisant à soutenir le système tel qu'il est », poursuit Albena Azmanova. Dès lors qu'ils se trouvent dans une situation d'insécurité et que le changement est vécu comme une menace, les plus vulnérables veulent que les choses changent le moins possible.

Le débat public sur les changements culturels et sociétaux s'en trouve infléchi exactement de la même manière que celui portant sur la question de l'immigration. Dans un contexte d'insécurité économique élevée, ne pas vouloir subir le poids d'une concurrence supplémentaire ne fait pas nécessairement de vous un raciste. Selon Albena Azmanova, la gauche ne pourra gagner du terrain qu'à la condition de répondre aux besoins de sécurité des citoyens.

Voilà qui est cependant plus facile à dire qu'à faire et qui soulève un ensemble d'interrogations. A commencer par la question de savoir quelle réponse apporter à ces besoins de sécurité à l'heure d'un capitalisme global et effréné. La crise du coronavirus et la crise économique catastrophique qui nous attend auront sur ce point des effets contradictoires. Le sentiment d'insécurité sera tout d'abord accru, les menaces pèseront encore plus lourdement sur les conditions d'existence des individus, que ce soit au niveau des suppressions d'emploi, de l'instabilité généralisée sur le marché du travail ou du recul du niveau de vie.

Dans le même temps, l'Etat jouera un rôle plus important dans l'économie. Les gouvernements nationaux ne pourront plus se contenter de soutenir la conjoncture, d'assurer le maintien des emplois, mais créeront directement des emplois et iront jusqu'à offrir la garantie de l'Etat à certains d'entre eux. Autrement dit offrir une véritable politique de l'emploi en lieu et place d'un simple financement du chômage. Quoiqu'il arrive, les déficits budgétaires exploseront, donnant une marge de manœuvre d'autant plus grande à une politique qui entend se pencher sans plus attendre sur les besoins de sécurité des individus.

Par ailleurs, il est pour des raisons évidentes plus aisé d'apparaître comme l'incarnation de ce besoin de sécurité lorsque l'on est déjà aux responsabilités que lorsque l'on doit en donner la preuve en occupant une fonction d'opposant politique. Il existe précisément une différence entre le fait d'avoir déjà dirigé une ville (comme le SPÖ à Vienne), de participer, certes en tant que partenaire minoritaire, à une coalition de gouvernement fédéral mais en ayant les mains sur les leviers de la politique économique (comme le SPD en Allemagne), et le fait d'aspirer à une alternance politique au sommet de l'Etat (comme le SPÖ à l'échelle

fédérale en Autriche ou comme Joe Biden aux Etats-Unis). Formulé en peu de mots : si un Michael Ludwig a la tâche plus facile que Olaf Scholz, vice-chancelier et candidat social-démocrate à la chancellerie en Allemagne, les obstacles semblent encore plus difficiles à lever pour la présidente du SPÖ Pamela Rendi-Wagner.

Rares sont les exemples historiques qui attestent d'une victoire électorale d'un parti progressiste d'opposition devenu le premier parti de gouvernement en ayant fait du thème de la sécurité la priorité de son programme. En règle générale, les partis progressistes gagnent sur la base d'une promesse de modernisation et de réforme. De Kennedy à Kreisky, ou de Brandt à Schröder, les partis progressistes ont surfé sur le besoin de changement exprimé par les électeurs pour se hisser au gouvernement. Pourtant, la promesse d'une « force tranquille » ou du « calme à la place du chaos » pourrait constituer une autre porte d'entrée possible vers l'alternance politique.

A ceci s'ajoute un autre dilemme classique de la gauche : il lui est difficile d'incarner cette promesse de sécurité sans risquer de trahir ses valeurs progressistes fondamentales. C'est précisément cet équilibre délicat entre promesses de changement et de liberté, et prise en compte de comportements plus conservateurs et conventionnels au sein de leur propre électorat que les sociaux-démocrates se sont efforcés de maintenir (souvent avec un franc succès).

Le maire de Vienne, Michael Ludwig, est aussi parvenu à maintenir cet équilibre. Il n'a pas réellement « droitisé » son discours pour attirer des électeurs conservateurs. Pour l'essentiel, il ne s'est pas laissé entraîner sur le terrain polémique de l'immigration mais a exprimé des positions claires sur le sujet. Pensons par exemple à cette tournure assez géniale par laquelle il se disait « favorable à ce que les personnes qui construisent les logements sociaux puissent aussi les habiter ». Coupant ainsi l'herbe sous le pied aux revendications visant à réserver les logements sociaux aux seuls « natifs » de langue allemande, Michael Ludwig a transformé cette question apparemment « ethnique » en question sociale. Il a défendu son message de cohésion sociale là où d'autres voulaient monter des catégories de population les unes contre les autres.

Disons-le sans détour : si la « peur » et plus précisément le « besoin de sécurité » sont la principale émotion politique, alors « cette situation nourrit des réflexes conservateurs et souvent réactionnaires » (Azmanova). Tout du moins, elle incite les gens à émettre le souhait bien compréhensible que le moins de choses possible change. Ignorer cet état de fait serait vide de sens. A l'heure actuelle, les sociaux-démocrates et les autres partis progressistes ne gagneront qu'à la condition d'incarner le besoin de sécurité exprimé par les individus.

L'AUTEUR

Robert Misik vit et travaille à Vienne en tant qu'écrivain, essayiste, commissaire d'exposition, collaborateur de théâtre et chargé de projets événementiels.

L'article a été publié dans le IPG-Journal sous le titre «**Gegen die Angst. Wie Sozialdemokraten wieder Wahlen gewinnen können**»

CONTACT

Fondation Friedrich-Ebert

41 bis, bd. de la Tour-Maubourg 75007 | Paris | France

www.fesparis.org

fes@fesparis.org

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Schmid, Nils

L'OSCE et la paix en Europe

L'heure du renouveau a sonné
Paris, décembre 2020

Simon, Edouard

La France, l'Allemagne, l'Europe

La centralité retrouvée de la relation franco-allemande
Paris, décembre 2020

Lemb, Wolfgang; Ziegler, Astrid

La politique industrielle de l'Europe

Analyse et propositions du syndicat IG Metall
Paris, novembre 2020

Salheiser, Axel; Richter, Christoph

Les profiteurs de la peur? Allemagne

Le populisme de droite et la crise du COVID-19 en Europe
Paris, novembre 2020

Litz, Philipp

Commission du charbon en Allemagne

Quel modèle de participation pour
la transition énergétique ?
Paris, novembre 2020

Hennicke, Martin et Noll, Wulf

Mutations structurelles dans la Ruhr

Quels enseignements pour les processus
de transformation à venir ?
Paris, octobre 2020

Krause, Laura-Kristine

L'Allemagne divisée?

Polarisation et état de la démocratie allemande
Paris, septembre 2020

Suchy, Oliver

Le télétravail va-t-il devenir la norme?

Les leçons de la crise du Coronavirus en Allemagne
Paris, août 2020

Faure, Olivier

Un nouveau souffle démocratique pour l'Europe

Paris, juillet 2020

Walter-Borjans, Norbert

Pour un acte de vraie solidarité européenne

Quelle stratégie allemande pour sortir
de la crise économique?
Paris, juin 2020

Mützenich, Rolf

L'Allemagne et le partage nucléaire

Paris, mai 2020
Bofinger, Peter

Les « États frugaux » et le projet européen

Comment protéger l'Europe des effets
de la crise du coronavirus
Paris, mai 2020

Barley, Katarina

Défendre la démocratie en Europe

Comment garantir les valeurs européennes
en temps de crise sanitaire
Paris, mai 2020

Hakverdi, Metin

Eurobonds: ne pas se tromper de bataille

Paris, avril 2020

Zimmermann, Jens

Le réseau 5G en Europe à l'heure du Coronavirus

Paris, avril 2020

Balzer, Anne

L'Allemagne et la dissuasion nucléaire

L'effet boomerang des armes nucléaires
Paris, février 2020